

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°26-2022-002

PUBLIÉ LE 4 JANVIER 2022

Sommaire

26_UDDIRECCTE_Unité départementale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Drôme /

26-2021-12-31-00004 - Décision affectation-intérim agents contrôle-DDETS
26au 01.01.22.docx (5 pages)

Page 3

26_UDDIRECCTE_Unité départementale de la
Direction régionale des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi de la Drôme

26-2021-12-31-00004

Décision affectation-intérim agents
contrôle-DDETS 26au 01.01.22.docx



**Décision DREETS/T/2021/83 portant affectation des agents de contrôle
dans les Unités de Contrôle de l'inspection du travail de la direction départementale de l'emploi, du
travail et des solidarités du département de la Drôme et gestion des intérimis**

La Directrice Régionale de L'Economie, de L'Emploi et du Travail et des Solidarités de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 8122-3 à R 8122-9 ;

Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

Vu le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier du corps de l'inspection du travail ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 juin 2019 portant création et répartition des Unités de Contrôle de l'Inspection du travail au sein de la région Auvergne Rhône-Alpes ;

Vu le décret N°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités des directions départementales de l'emploi, du travail, et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail des solidarités et de la protection des populations ;

Vu la décision DREETS/T/2021/71 du 29 octobre 2021 relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection dans la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la Drôme ;

Vu la décision de la DREETS/T/2021/72 du 29 octobre 2021 portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle de l'inspection du travail de la direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités du département de la Drôme et gestion des intérimis ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'emploi du travail et des solidarités du département de la Drôme

ARRETE

Article 1 : Les inspecteurs et contrôleurs du travail dont les noms suivent sont chargés des actions d'inspection de la législation du travail dans les entreprises relevant des sections d'inspection du travail composant les unités de contrôle du département de la Drôme :

➤ Sont affectés à l'unité de contrôle 1 (n°026U01) :

Responsable de l'unité de contrôle : Monsieur Amédée GOMBOUKA, Directeur adjoint du travail

1^{ère} section (n°U01S01) et établissement BONHOMME BATIMENTS INDUSTRIELS situé sur la commune de Montélier (numéro SIREN : 421 881 566) : Madame Chloé MOREL, Inspectrice du travail

2^{ème} section (n°U01S02) : Madame Delphine ALBUS, Inspectrice du travail

3^{ème} section (n°U01S03) à l'exception de l'établissement BONHOMME BATIMENTS INDUSTRIELS situé sur la commune de Montélier (numéro SIREN : 421 881 566) : Madame Jessie TAVEL, Inspectrice du travail

4^{ème} section (n°U01S04) : Monsieur Damien GRAND, Inspecteur du travail

5^{ème} section (n°U01S05) : Monsieur Mathieu VALETTE, Inspecteur du travail

6^{ème} section (n°U01S06) : Madame Sylvie SINA, Contrôleur du travail

7^{ème} section (n°U01S07) : VACANTE

8^{ème} section (n°U01S08) : Madame Gisèle JACOPETTI, Inspectrice du travail.

➤ Sont affectés à l'unité de contrôle 2 (n°026U02) :

Responsable de l'unité de contrôle : Madame Noëlle ROGER, Directrice adjointe du travail

1^{ère} section (n°U02S01) : VACANTE

2^{ème} section (n°U02S02) : Madame Isabelle MESONA, Inspectrice du travail

3^{ème} section (n°U02S03) : Monsieur Thierry BUFFAT, Inspecteur du travail

4^{ème} section (n°U02S04) : Monsieur Jean-Paul MIREBEAU, Inspecteur du travail

5^{ème} section (n°U02S05) et établissement CARREFOUR PROXIMITE France (numéro SIREN : 345 130 488) situé sur la commune de Bourg-lès-Valence : VACANTE

6^{ème} section (n°U02S06) à l'exception de l'établissement CARREFOUR PROXIMITE France (numéro SIREN : 345 130 488) situé sur la commune de Bourg-lès-Valence : Madame Karine BAYLE, Inspectrice du travail

7^{ème} section (n°U02S07) : VACANTE

8^{ème} section (n°U02S08) : Madame Hélène BRUN, Inspectrice du travail.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-1° du code du travail, les **pouvoirs de décision administrative** relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail sont confiés aux inspecteurs du travail mentionnés ci-dessous pour les sections suivantes :

➤ Unité de contrôle 1

Numéro de section	Intérim effectué par
6 ^{ème} section (n° U01S06)	L'Inspecteur du travail de la 4 ^{ème} section de l'UC1 (n°U01S04)

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur mentionné ci-dessus, le pouvoir de décision est assuré par l'inspecteur chargé d'assurer l'intérim de celui-ci en application de l'article 4.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-2° du code du travail, le **contrôle de tout ou partie des établissements d'au moins cinquante salariés** qui ne serait pas assuré par les contrôleurs du travail est confié aux inspecteurs du travail mentionnés ci-dessous pour les sections suivantes :

➤ Unité de contrôle 1

Numéro de section	Intérim effectué par
6 ^{ème} section (n° U01S06)	L'Inspecteur du travail de la 4 ^{ème} section de l'UC1 (n°U01S04)

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur mentionné ci-dessus, le contrôle des entreprises concernées est assuré par l'inspecteur chargé de l'intérim de celui-ci en application de l'article 4.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs inspecteurs du travail désignés à l'article 1 ci-dessus, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après :

➤ Unité de contrôle 1

Intérim	1 ^{er} niveau	2 ^{ème} niveau	3 ^{ème} niveau	4 ^{ème} niveau	5 ^{ème} niveau	6 ^{ème} niveau
1^{ère} Section	5 ^{ème} section de l'UC1	2 ^{ème} section de l'UC 1	3 ^{ème} section de l'UC 1	8 ^{ème} section de l'UC 1	4 ^{ème} section de l'UC 1	
2^{ème} Section	3 ^{ème} section de l'UC 1	4 ^{ème} section de l'UC 1	5 ^{ème} section de l'UC 1	1 ^{ère} section de l'UC 1	8 ^{ème} section de l'UC 1	
3^{ème} Section	8 ^{ème} section de l'UC 1	6 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de moins de 50	1 ^{ère} section de l'UC 1	4 ^{ème} section de l'UC1	5 ^{ème} section de l'UC 1	
		2 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de plus de 50 salariés				
4^{ème} Section	2 ^{ème} section de l'UC 1	5 ^{ème} section de l'UC1	6 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de moins de 50 salariés	3 ^{ème} section de l'UC1	8 ^{ème} section de l'UC 1	
			1 ^{ère} section de l'UC1 pour les entreprises de plus de 50 salariés			
5^{ème} Section	1 ^{ère} section de l'UC 1	8 ^{ème} section de l'UC 1	2 ^{ème} section de l'UC 1	3 ^{ème} section de l'UC 1	4 ^{ème} section de l'UC 1	
6^{ème} section	4 ^{ème} section de l'UC1	3 ^{ème} section de l'UC1	8 ^{ème} section de l'UC1	5 ^{ème} section de l'UC1	2 ^{ème} section de l'UC 1	1 ^{ère} section de l'UC1
7^{ème} Section	Le RUC de l'UC1	6 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de moins de 50	4 ^{ème} section de l'UC1	5 ^{ème} section de l'UC1	2 ^{ème} section de l'UC 1	1 ^{ère} section de l'UC1
		8 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de plus de 50 salariés				

8^{ème} section	6 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de moins de 50 salariés	1 ^{ère} section de l'UC1	4 ^{ème} section de l'UC1	2 ^{ème} section de l'UC 1	3 ^{ème} section de l'UC1	
	5 ^{ème} section de l'UC1 pour les entreprises de plus de 50 salariés					

➤ Unité de contrôle 2

Intérim	1^{er} niveau	2^{ème} niveau	3^{ème} niveau	4^{ème} niveau	5^{ème} niveau
1^{ère} section	5 ^{ème} Section de l'UC1	2 ^{ème} section de l'UC2	6 ^{ème} section de l'UC2	8 ^{ème} section de l'UC 2	4 ^{ème} section de l'UC2
2^{ème} section	4 ^{ème} section de l'UC2	8 ^{ème} section de l'UC2	6 ^{ème} section de l'UC2		
3^{ème} section	4 ^{ème} section de l'UC2	2 ^{ème} section de l'UC2	6 ^{ème} section de l'UC2	8 ^{ème} section de l'UC2	
4^{ème} section	2 ^{ème} section de l'UC2	6 ^{ème} section de l'UC2	8 ^{ème} section de l'UC2		
5^{ème} section	3 ^{ème} Section de l'UC1	4 ^{ème} section de l'UC2	8 ^{ème} section de l'UC2	6 ^{ème} section de l'UC2	2 ^{ème} section de l'UC2
6^{ème} section	8 ^{ème} section de l'UC2	4 ^{ème} section de l'UC2	2 ^{ème} section de l'UC 2		
7^{ème} section	4 ^{ème} section de l'UC2	6 ^{ème} section de l'UC2	4 ^{ème} section de l'UC2	2 ^{ème} section de l'UC 2	
8^{ème} section	6 ^{ème} section de l'UC2	4 ^{ème} section de l'UC2	2 ^{ème} section de l'UC 2		

Article 5 : Par dérogation aux dispositions de l'article 4 :

- L'intérim de la section U01 S07 est assuré jusqu'au retour de son titulaire par le Responsable de l'Unité de Contrôle U01 ;
- L'Intérim de la section U02 S03 est assuré jusqu'au retour de son titulaire par l'Inspecteur du Travail de la section 4 de l'Unité de contrôle U02 ;
- L'intérim de la section U02 S01 vacante, est assuré par l'Inspecteur du Travail de la section 5 de l'Unité de contrôle U01 ;
- L'intérim de la section U02 S05 vacante, est assuré par l'Inspecteur du Travail de la section 3 de l'Unité de contrôle U01 ;
- L'intérim de la section U02 S07 vacante, est assuré par l'Inspecteur du Travail de la section 4 de l'Unité de contrôle U02 ;

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Inspecteur du travail ou Responsable d'Unité de Contrôle mentionné ci-dessus, l'intérim de la section est assuré en application de l'article 4.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de tous les inspecteurs du travail affectés en section d'inspection faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées aux articles 4 et 5, l'intérim est assuré par le responsable de l'unité de contrôle Drôme 1 pour les établissements relevant de l'unité de contrôle Drôme 1 et par la responsable de l'unité de contrôle Drôme 2 pour les établissements relevant de l'unité de contrôle Drôme 2.

Article 7 : Conformément aux dispositions de l'article R. 8122-10 du code du travail, les agents mentionnés à l'article 1 participent lorsque l'action le rend nécessaire aux actions d'inspection de la législation du travail sur le territoire de la DDETS à laquelle est rattachée l'unité de contrôle où ils sont affectés.

Article 8 : La présente décision entre en vigueur à compter de sa publication. Elle annule et remplace la décision DREETS/T/2021/72 du 29 octobre 2021.

Article 9 : La Directrice Départementale De l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la Drôme est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme.

A Lyon, le 31 décembre 2021

La Directrice Régionale de l'Economie, de l'Emploi,
du Travail et des Solidarités

« Signé »

Isabelle NOTTER